

*Discours prononcé par le Général
d'Armée Raúl Castro à la IIIe
Période de Sessions de la
Huitième Législature de
l'Assemblée Nationale du
Pouvoir Populaire, au Palais des
Congrès de La Havane, le 5
juillet 2014.*



Discours prononcé par le Général d'Armée Raúl Castro à la IIIe Période de Sessions de la Huitième Législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, au Palais des Congrès de La Havane, le 5 juillet 2014.

Camarades:

Ces dernières semaines nous avons tenu d'importantes réunions, dont celles du Conseil des Ministres, le 21 juin, et le VIIIe Plénum du Comité Central du Parti Communiste de Cuba jeudi. Les médias ont donné des informations détaillées sur ces deux réunions, surtout sur celle du Conseil des Ministres.

Pour leur part, depuis mercredi, les députés, au sein de leurs respectives commissions permanentes, ont débattu en profondeur des principales thématiques de l'actualité nationale. C'est pour cette raison que mon intervention sera brève.

Comme cela a déjà été informé, au cours du premier semestre, l'économie cubaine a maintenu une croissance avec une tendance discrète à la hausse, le PIB a augmenté de 0,6%, ce qui traduit un ralentissement du rythme de croissance de cet indice à cause du non-respect des plans des recettes des exportations, de l'incidence de conditions climatologiques, ainsi que de la persistance d'insuffisances internes dans la gestion économique.

Malgré la croissance enregistrée dans les secteurs des transports, des télécommunications, de l'agriculture et de l'élevage, de l'industrie sucrière et du tourisme, une décroissance a été enregistrée dans les secteurs des mines et de la production industrielle, cette dernière à cause d'affectations sensibles dans le financement opportun et par l'arrivée tardive de matières premières importées.

D'autre part, la crise économique globale a continué à avoir une influence négative et le renforcement du blocus étasunien s'est poursuivi, notamment la traque des transactions financières d'entités qui ont des liens avec notre pays, question sur laquelle je reviendrai plus avant.

Au milieu de ces circonstances incontestables, nous avons honoré, dans les délais fixés, les engagements financiers résultant du rééchelonnement des dettes contractées envers les principaux créanciers, ce qui favorise le rétablissement soutenu de la crédibilité internationale de notre économie.

Nous avons réussi aussi à préserver les conditions d'équilibre monétaire interne, tant dans le secteur de la population que dans l'économie dans son ensemble. La tendance au rétablissement de la discipline financière en matière de fonds à se faire rembourser et à rembourser se maintient.

Pour atteindre à la fin de l'année une croissance du PIB de 1,4% il faudra travailler plus et mieux au cours du second semestre et encourager l'utilisation des réserves d'efficacité que nous n'exploitons pas de façon adéquate.

Les résultats obtenus ne nous satisfont pas, mais ils ne nous découragent pas non plus le moins du monde. Face à ces circonstances complexes s'impose l'esprit de lutte avec fermeté et avec optimisme pour réinverser la situation et retrouver les rythmes de progression assurant le développement socialiste sur des bases durables et irréversibles.

À cette fin et dans le cadre de l'application des Grandes Lignes adoptées par le 6e Congrès du Parti Communiste du Parti, le Conseil des Ministres a approuvé les bases du programme de développement économique et social de notre pays à long terme, avec une vision jusqu'en 2030 qui servira de plate-forme pour l'élaboration des plans quinquennaux.

Parmi les principes de ce programme de développement figure le maintien de la propriété sociale sur les moyens de productions avec efficacité dans tous les secteurs dans le but d'assurer aux Cubains le bien-être, l'équité et la justice sociale.

En matière d'actualisation du modèle économique, nous en sommes à une phase qualitativement supérieure, dans laquelle sont évaluées des décisions d'une complexité et d'une portée plus grandes. Parmi celles-ci figure la création de conditions assurant le succès de l'unification monétaire qui, comme l'on a déjà expliqué, n'est pas la solution magique pour tous les problèmes de l'économie, mais qui sera un facteur décisif en faveur d'une très grande élévation de l'efficacité et de la productivité du travail et qui permettra, en même temps, une répartition plus juste des richesses créés.

À ce propos, il n'est pas oisif de réaffirmer que l'on garantira les comptes en banque en devises étrangères, en pesos cubains convertibles (CUC) et en pesos cubains (CUP), ainsi que l'argent liquide au pouvoir de la population et des personnes juridiques nationales et étrangères.

Le 28 juin dernier la nouvelle Loi sur les Investissements Étrangers est entrée en vigueur. Elle avait été adoptée par cette Assemblée au cours d'une session extraordinaire le 29 mars, de même que les normes de régulation. Tout cela crée un cadre juridique qui donne de plus grands encouragements et garanties aux investisseurs.

Il revient aux organismes et aux entreprises d'actualiser la gamme d'opportunités afin de concrétiser, le plus rapidement possible, et sur des bases mutuellement avantageuses, la captation d'investissements de capitaux étrangers appelés à dynamiser la gestion de la production et des services.

De plus, le perfectionnement des structures et des fonctions des organismes de l'Administration Centrale de l'État et d'autres entités nationales s'est poursuivi et l'on procède actuellement à leur implantation dans le premier groupe formé de 20 d'entre eux.

L'on avance sur le chemin de la séparation des fonctions étatiques de celles des entreprises et l'on a commencé à appliquer tout un ensemble de mesures afin de donner une plus grande autonomie et de larges facultés à l'entreprise étatique socialiste.

À ce propos, je considère qu'il faut relever que pour que ce processus soit couronné de succès, il doit être appliqué avec une gradualité adéquate, comme nous le disions ce matin, et s'accompagner d'un contrôle permanent de la part des différentes structures du Parti et du gouvernement à chaque niveau, ainsi que d'actions systématiques pour le perfectionnement de la formation des dirigeants et des fonctionnaires qui assument de nouvelles responsabilités dans un contexte de gestion plus flexible et moins centralisé.

De plus, la tendance croissante du travail à son compte et des coopératives non agricoles se maintient, ces dernières toujours en phase expérimentale.

Au cours de la dernière réunion du Conseil des Ministres, l'on a approuvé l'actualisation de la politique pour l'application de la gestion sous forme non-étatique dans les secteurs de la gastronomie, des services techniques et personnels. Tout cela doit contribuer à donner une meilleure qualité et variété de l'offre à la population et réduire également les pertes pour vols, si fréquentes dans ce secteur, et permettre à l'État de se consacrer à des questions de plus grande importance pour le développement du pays.

L'on ne doit non plus laisser d'espace dans ce domaine ni à la hâte ni à l'improvisation. La gradualité n'est pas un caprice et moins encore le désir de retarder les changements auxquels nous voulons procéder, bien au contraire, il s'agit d'une nécessité pour assurer l'ordre et pour éviter des vides qui nous conduisaient directement à des erreurs qui dénatureraient les objectifs fixés.

Maintenant, j'aborderai, en outre, des questions concernant la politique extérieure.

Malgré le rejet international croissant, en particulier par l'Amérique Latine et par les Caraïbes et même aux États-Unis, du blocus économique, commercial et financier contre Cuba, une telle politique, loin d'être rectifiée, est appliquée avec plus de force ce qui est une violation des principes de la Charte des Nations Unies.

Le harcèlement contre les institutions commerciales et bancaires qui ont des liens avec Cuba s'est accentué et il a, dans bien des cas, un caractère extraterritorial agressif qui affecte même des alliés des États-Unis, comme cela a été le cas de la récente amende de 8 970 millions de dollars dont a été frappée la banque française BNP-Paribas, la plus grande de la France. Il s'agit d'une nouvelle violation de la souveraineté des États, des normes de la liberté de commerce et du Droit International comme l'a dénoncé la Déclaration de notre Ministère des Affaires Étrangères du 2 juillet.

Le fait qu'à cause du blocus financier, le Section Consulaire de Cuba à Washington a été privée des services bancaires est quelque chose d'insolite. Cela porte préjudice aux Cubains qui vivent aux États-Unis et entrave leurs liens familiaux et les voyages à notre pays.

Les États-Unis ne renoncent pas non plus à la subversion contre Cuba. Ils ont recours à des méthodes cachées et aux nouvelles technologies de l'information et des télécommunications, comme l'ont mis en évidence les récentes révélations sur le projet Zunzuneo qui est une violation de notre souveraineté et du Droit International.

Il est temps déjà pour que les États-Unis comprennent que de telles politiques sont vouées à l'échec et qu'ils doivent respecter la volonté et le droit des Cubains de construire leur avenir en paix.

Actuellement, le Venezuela résiste et triomphe face aux moyens les plus sophistiqués de subversion et de déstabilisation y compris face aux tentatives de coup d'état, suivant les conceptions de la guerre non-conventionnelle que les États-Unis appliquent dans différentes régions. La Révolution Bolivarienne et Chaviste et le gouvernement du président Nicolás Maduro, reçoivent le témoignage d'une vaste solidarité régionale et internationale, en signe d'appui au peuple vénézuélien qui défend ses acquis.

Notre pays a récemment exprimé, à travers une Déclaration du Ministère des Affaires Étrangères, sa solidarité et son soutien à la République de l'Argentine et à sa présidente Cristina Fernández face aux attaques associées à des fonds spéculatifs, protégés par des décisions inacceptables et interventionnistes de cours des États-Unis.

L'Amérique Latine et les Caraïbes serrent les rangs dans la défense de ce pays frère, sachant que cette agression contre le peuple argentin vise aussi les efforts d'intégration régionale et la souveraineté de tous les pays du Sud.

Les accords auxquels sont parvenus jusqu'à présent le gouvernement colombien et les Forces Armées Révolutionnaire de Colombie (FARC) à la table de négociations sont très importants. Ce pays n'avait jamais auparavant, tant avancé sur la voie conduisant à la paix, dans le cadre d'un conflit qui dure depuis plus de 50 ans déjà. À la demande des deux parties, Cuba continuera à jouer le rôle d'un des deux garants et de siège de ces conversations et elle continuera à donner toutes les facilités nécessaires pour leur bon déroulement.

Nous saluons aussi le processus exploratoire entrepris par ce gouvernement et par l'Armée de Libération Nationale (ELN) auquel nous continuerons à contribuer.

La tenue du Deuxième Sommet de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et Caraïbéens, en janvier, coïncidant avec le 161^e anniversaire de la naissance de José Martí, a été un succès pour le peuple cubain en raison du niveau élevé de participation de Chefs d'État et de Gouvernement, de l'importance des thèmes débattus et des documents approuvés, comme cela est le cas de la Déclaration de La Havane et du Programme d'Action, qui démontrent notre unité dans la diversité et la volonté politique d'avancer sur la voie de l'intégration latino-américaine et caraïbéenne.

La signature, par tous les Chefs d'État et de Gouvernement de la Proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme Zone de Paix, a marqué un jalon d'une très grande importance historique qui réaffirme le respect des principes et des normes du Droit International et des objectifs et des principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que l'engagement permanent envers la solution pacifique de différends afin de bannir à jamais de notre région le recours ou la menace du recours à la force.

Nous sommes également tenus de respecter l'engagement de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures de n'importe quel autre pays et de respecter les principes de la souveraineté nationale, de l'égalité des droits et de la libre détermination des peuples ainsi que de respecter pleinement –principes contenus dans ces documents- le droit inaliénable de tout État de choisir son système politique, économique, social et culturel, comme condition essentielle pour assurer la coexistence pacifique –c'est la première fois que ce principe est recueilli dans un document signé par tous les Chefs d'État de l'Amérique Latine et des Caraïbes- ; et le désarmement et la promotion du désarmement nucléaire et du désarmement général et total, pour favoriser le renforcement de la confiance entre les pays.

Maintenant, au sein du Quartette de la CELAC, formé du Costa Rica, qui occupe la présidence tournante de la CELAC, de Cuba qui l'a occupée jusqu'au dernier sommet et de l'Équateur qui remplacera l'actuelle présidence, plus Saint-Vincent-et-les-Grenadines en qualité de représentante de la CARICOM, c'est-à-dire, des Caraïbes, notre pays continue à appuyer le travail de consolidation et de renforcement de la Communauté.

En mai, le Ministre de la Santé Publique, Roberto Morales, Ojeda, a présidé, au nom de Cuba, avec succès la 67^e Assemblée Mondiale de la Santé. Cela constitue une grande reconnaissance des acquis obtenus dans ce domaine à niveau national et dans la coopération internationale qu'ont prêté et prêtent des dizaines de milliers de compatriotes.

Le Sommet du Groupe des 77 plus la Chine, en Bolivie, au mois de juin, a montré le remarquable leadership populaire et international du président Evo Morales Ayma; il a pris d'importantes décisions dans la défense des intérêts des pays du Sud et il a rendu hommage au Commandant Ernesto Ché Guevara lors de la date de sa naissance.

La représentation diplomatique à la Havane des États membres de la Communauté des Caraïbes a été complétée par l'ouverture, par le Premier Ministre Denzil Douglas, de l'Ambassade de Saint Christophe et Nièves, ce qui est l'expression de nos liens avantageux, solidaires et croissants et de l'identité d'objectifs et d'intérêts avec cette communauté

Nous travaillons déjà aux préparatifs du 5^e Sommet CARICOM-Cuba qui se tiendra dans notre pays le 8 décembre de cette année, pour commémorer le jour où la Barbade, la Guyana, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago ont établi simultanément des relations diplomatiques avec Cuba apportant ainsi une importante contribution à notre insertion régionale. Ce pas a eu un grand poids à un moment où de rares pays avaient des relations diplomatiques avec le nôtre. Ce n'était plus seulement le Mexique, qui n'a jamais rompu ses liens avec Cuba, mais d'autres encore.

Avec la satisfaction d'avoir de retour dans la Patrie. René González et Fernando, qui ont purgé la totalité de

leurs peines, nous réaffirmons l'engagement de continuer à déployer, à leurs côtés, des efforts pour la libération de Gerardo, Ramón et Antonio, cause à laquelle nous continuerons à accorder la plus grande priorité.

Enfin, camarades, le 26 juillet prochain, nous commémorerons, aux côtés de la population d'Artemisa, le 61^e anniversaire des attaques contre les casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes, dans la jeune province qui a été le berceau de beaucoup des jeunes courageux qui ont participé à cette épopée. Cette fois-ci, il reviendra à l'un d'entre eux, au Commandant de la Révolution Ramiro Valdés Menéndez, de prononcer le discours central.

Travaillons pour préserver les acquis de la Révolution, pour lesquels tant de générations de Cubains ont lutté et pour construire un socialisme prospère et durable.

C'est tout pour le moment.

Merci beaucoup.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/27739-discours-prononce-par-le-general-darmee-raul-castro-a-la-iiie-periode-de-sessions-de-la-huitieme-legislature-de-lassemblee-nationale-du-pouvoir-populaire-au-palais-des-congres-de-la-havane-le-5-juillet-2014>



Radio Habana Cuba